

K. S. Karol

VISA
pour
LA POLOGNE



**Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous pays, y compris la Russie.
© 1958, Librairie Gallimard.**

INTRODUCTION

Il n'est pas facile d'être Polonais. Actuellement, sept millions de Polonais vivent à l'étranger, en quête d'un gagne-pain ou pour échapper aux persécutions politiques. Six millions ont péri dans les camps de concentration allemands, pendant la Deuxième Guerre mondiale. Deux millions environ ont été déportés en U.R.S.S. entre 1939 et 1941. Et les statistiques manquent pour établir le nombre exact de combattants qui sont morts sur tous les fronts de la guerre antihitlérienne, depuis Narvik en Norvège jusqu'à Tobrouk en Afrique, depuis Lenino en Russie jusqu'à Monte Cassino en Italie.

Mais ce n'est pas seulement l'histoire récente qui s'est montrée cruelle. Pendant tout le XIX^e siècle, et jusqu'à la fin de la Première Guerre, la Pologne fut occupée par les puissances voisines qui se donnaient pour but plus ou moins avoué de la « dépoloniser ». Le combat que les patriotes polonais menaient pour résister à cette entreprise bouleversait la conscience des hommes libres, et surtout des Français. Ce combat était d'ailleurs toujours lié à celui que les autres peuples livraient pour

leur indépendance, et le drapeau polonais portait haut la devise : « Pour notre et pour votre liberté. »

Après vingt ans d'émancipation, la Pologne fut à nouveau démantelée et, le 17 septembre 1939, les chefs russes et allemands se félicitaient : « La Pologne, cette création monstrueuse du traité de Versailles, est rayée une fois pour toutes de la carte de l'Europe. »

Pourtant, six ans plus tard, elle a ressuscité de ses cendres. Il est vrai que, depuis la Libération en 1945, il s'agit d'une autre Pologne. Placée dans l'orbite d'influence soviétique, elle est gouvernée par des hommes qui ont tenté de donner une tournure nouvelle à leur pays en y effectuant une révolution sociale.

Placée dans un cadre géographique particulièrement dangereux, entre l'Allemagne et la Russie, poursuivant une entreprise aussi ambitieuse que difficile, la Pologne reste un pays à l'avenir incertain, soumis à tant d'influences menaçantes, de facteurs imprévisibles que définir des perspectives à long terme semble une gageure.

Si au moins le passé se laissait approcher plus facilement ! Un Français ou un Anglais de mon âge, s'il retourne dans sa ville natale à n'importe quel moment, y retrouvera la maison de son enfance, l'école où il a fait ses classes, et il y rencontrera à coup sûr des amis, anciens condisciples ou voisins. Tout y est resté presque inchangé. Les destins individuels ont été bouleversés au cours de la Deuxième Guerre mondiale, mais à la fin, tout est rentré dans un cadre plus ou moins stabilisé depuis des générations. Il y a eu évidemment beaucoup de crises gouvernementales en France depuis la Libération, et même l'Angleterre compte déjà son quatrième Premier ministre en l'espace de dix ans, mais les institutions, les partis, les habitudes sont à peu près les

mêmes. Dans ces conditions on peut reconstituer sans grand effort d'imagination toutes les étapes de leur histoire récente.

Un pèlerinage aux lieux de mon enfance ne peut, malheureusement, donner des résultats comparables. Je suis allé récemment dans la ville où j'ai vécu jusqu'en 1939. Je n'y ai pas rencontré un seul visage familier. Je m'y suis promené toute une journée à la recherche de détails conformes à mes souvenirs, et j'en ai trouvé si peu que j'ai fini par me demander si j'avais réellement passé seize ans de ma vie dans cette ville. Quant aux membres de ma famille qui ont survécu ou au peu d'amis qui me restent de cette époque, ils sont tous à des centaines de lieues, ou bien ils ont changé autant que notre ville.

L'histoire récente a bouleversé la vie de toutes les couches de la population polonaise. La guerre et l'occupation allemande y ont fait des ravages terribles, incomparablement plus grands que dans les pays d'Europe occidentale. A la Libération, les frontières ont été déplacées de plusieurs centaines de kilomètres vers l'ouest, et une transplantation massive de la population s'en est ensuivie. Un régime nouveau, patronné par l'U.R.S.S. et approuvé discrètement par les Anglo-Saxons à la conférence de Yalta (en février 1945), y était établi. Mais ce n'était nullement la fin des péripéties de cette nation.

En l'espace de douze ans, la Pologne a connu au moins trois tournants politiques qui ne sont nullement comparables aux crises gouvernementales françaises ou au remplacement des équipes au pouvoir en Angleterre. Le fonctionnement des institutions, les méthodes gouvernementales et les buts poursuivis ont été révisés de fond en comble. Des changements d'une telle envergure méritent, à mon avis, d'être assimilés aux révolutions. Mais,

puisqu'il évoque généralement des luttes armées et qu'il signifie surtout, selon les experts en la matière, le renversement des structures sociales — ce qui n'était pas le cas en 1948 et en 1956 — je me contenterai de la définition officielle : il s'agissait « d'expériences ».

LA VÉRITÉ ET SES TÉMOINS.

C'est à la description des événements politiques qui ont conduit à « l'Octobre polonais » de 1956 qu'est consacrée la première partie de ce livre. L'accent y est mis sur les péripéties exceptionnelles de l'extrême-gauche et de ses alliés. Ils n'ont pas joué un rôle déterminant dans l'ancienne Pologne, et leur participation à la lutte contre l'occupant allemand a été nettement moins importante que celle de la résistance nationaliste. Mais ce sont eux qui, depuis treize ans, détiennent le pouvoir, qui ont imprimé leur marque aux trois expériences polonaises depuis la guerre, et le succès de celle qui se poursuit actuellement est entre leurs mains.

Les matériaux historiques sur l'évolution récente de la Pologne sont rares et contestables. Dès qu'on aborde ce domaine, les passions sont extrêmement vives. Les livres et les documents publiés depuis 1945 ont d'ailleurs été remis en question sinon jetés au pilori, après chaque revirement politique.

Avec les témoignages oraux, la situation n'est guère meilleure. Plusieurs personnes dignes de confiance qui, à l'occasion de la mort de Staline, avaient assisté dans la même ville, à la même heure, à la même cérémonie, m'en ont fait toutes les descriptions possibles, depuis : « La salle ricanait de joie » jusqu'à : « On n'a pas cessé de sangloter ». Faut-il choisir le juste milieu ? Mais les « extrémistes » sont souvent plus près de la vérité que les prudents.

Etablir la vérité historique serait, pour ce qui touche au problème polonais, une tâche hasardeuse. Ce livre n'a pas la prétention de s'y attaquer. Simplement, ayant assisté ou même participé à un certain nombre d'événements après la guerre, ayant connu quelques-uns de leurs protagonistes, je voudrais exposer les fragments de l'histoire polonaise que je connais. Ce travail servira peut-être un jour aux historiens pour compléter le tableau d'ensemble qu'ils ne manqueront pas de reconstituer. Dans l'immédiat, son ambition est de fournir assez de détails aux lecteurs pour qu'ils puissent apprécier la situation actuelle.

Je n'ai jamais été neutre par rapport aux transformations de la Pologne. D'abord, elles affectaient directement mon sort personnel. De plus, j'étais étroitement lié à certains hommes qui y jouaient un rôle de premier plan. Je ne suis donc pas un témoin qui se borne à relater du dehors certains événements. Je tiens même à exposer ici sommairement, en guise d'avertissement, mon interprétation des grands tournants de la politique polonaise et mon attitude à leur égard.

LE VRAI DILEMME POLONAIS.

Avant la guerre, je vivais dans un milieu de gauche, parmi des hommes qui croyaient que la géographie à elle seule ne suffisait pas à expliquer les difficultés, sinon les malheurs de la Pologne. Les partages qu'elle avait subis à la fin du xviii^e siècle ne résultaient pas uniquement des appétits et de la puissance des trois empires qui l'entouraient mais aussi de l'incapacité et de l'égoïsme des classes dirigeantes polonaises. N'ayant pas suivi le progrès technique et les transformations sociales qui avaient lieu dans les autres pays d'Europe, préoccupées avant

tout de défendre leurs privilèges féodaux, elles avaient suscité elles-mêmes l'invasion étrangère.

L'héritage de presque cent cinquante années de domination russe, allemande et austro-hongroise a aggravé encore cet état de choses. Seule une révolution socialiste aurait permis d'assurer des conditions de vie décentes aux masses polonaises et de rattraper le retard de leur pays par rapport à l'Europe industrialisée. Le « régime des colonels » suffisait d'ailleurs à justifier cette conviction. Exploitant les sentiments patriotiques de la population, tissant des haines contre les minorités nationales, les dirigeants de l'époque maintenaient le pays dans une stagnation complète et s'ingéniaient avant tout à protéger les intérêts des descendants des magnats terriens. Le chômage dans les villes, le surpeuplement dans les campagnes, la nécessité, pour cent cinquante mille Polonais, de s'expatrier chaque année et la colonisation lente mais systématique du pays par les puissances capitalistes occidentales, étaient le résultat de cette politique.

Mais la propagande de l'extrême-gauche ne trouvait pas un écho suffisant dans les masses. Pour un grand nombre de Polonais, le péché congénital du communisme provenait de ses attaches avec la Russie. Les sentiments antiallemands et antirusse qui s'étaient développés au cours de la triple occupation de leur pays étaient si puissants qu'ils primaient tout et constituaient une sorte d'impératif moral, de condition préalable à la participation à la vie politique nationale. La lutte pour la révolution socialiste et celle contre une certaine forme de nationalisme et d'antisoviétisme étaient inséparables. J'avoue n'avoir jamais douté, à l'époque, que les dirigeants soviétiques fussent fidèles à l'esprit de la Révolution d'Octobre et à l'internationalisme prolétarien. Et c'est avec cette conviction que je me réfugiai en Russie en

1939, après l'écroulement et le nouveau partage de la Pologne.

Les sept années de mon séjour en U.R.S.S. ne se laissent pas décrire ni résumer en quelques phrases. Il me faut pourtant évoquer un souvenir. En 1940, j'avais été déporté dans un camp de « personnes déplacées » en Sibérie centrale. Profitant de ma connaissance du russe et insouciant du danger que je courais, je m'en étais évadé; et, un jour de septembre 1940, j'avais débarqué tout seul à Moscou. Je n'avais ni papiers, ni moyens d'existence, et je ne comprenais même pas très bien ce qui m'arrivait. Mais, sur la Place Rouge, devant un énorme panneau dressé en face du mausolée de Lénine, en lisant « A nos frères de classe, prisonniers du capitalisme, notre ardent salut prolétarien ! » je m'étais senti enfin sur la Terre de la Révolution, et j'avais totalement oublié mon sort personnel.

Voir exprimés au grand jour les appels et les idées qu'on ne pouvait que chuchoter clandestinement dans mon propre pays suscitait en moi une émotion telle qu'elle éclipsait les faits environnants. En étudiant plus tard les déchirements de l'extrême-gauche polonaise et ses démêlés avec la Russie de Staline, cette image me revenait sans cesse en mémoire. Le drame de ses chefs n'était-il pas précisément que, éblouis par le prestige de la Révolution d'Octobre, ils n'étaient pas arrivés à voir à temps la réalité que cachait la façade idéologique de l'U.R.S.S. ?

Pour ma part, après avoir vécu sept longues années en Russie, et parcouru ce pays de long en large (pas toujours de mon plein gré), après avoir combattu dans les rangs de l'armée qui s'appelait encore l'Armée Rouge des Ouvriers et Paysans, après avoir travaillé dans des usi-

nes et fait mes études dans un institut de marxisme-léninisme, j'étais obligé de m'incliner devant les faits. Quels que fussent ma bonne volonté et mon désir de croire aux promesses officielles des chefs de l'U.R.S.S., je n'arrivais plus à confondre le socialisme auquel je croyais avec la réalité soviétique telle que je l'avais vue.

Cela ne m'a pas empêché, à mon retour en Pologne, en 1946, de soutenir le nouveau régime créé plus ou moins ouvertement sous les auspices de la Russie. Je ne le faisais pas uniquement parce que son chef, Wladislaw Gomułka, promettait de ne pas recourir aux méthodes qui avaient abouti à la création de la société stalinienne en U.R.S.S. Simplement, les données fondamentales de la situation en Pologne n'avaient pas changé : sans une révolution socialiste, elle était condamnée à végéter dans la médiocrité et à disparaître tôt ou tard de la carte de l'Europe. Le dilemme de ce pays était : pour vivre, coincée entre l'Allemagne et la Russie, elle devait être puissante et saine à l'intérieur. Sans la justice sociale, sans l'industrialisation et une distribution équitable du revenu national, son indépendance n'était qu'un rêve. La géographie ne permettait pas à la Pologne de se payer le luxe d'un nouveau régime de colonels...

LE GRAND REVIREMENT.

Mais il ne suffit pas de faire des nationalisations et une réforme agraire, voire la collectivisation, pour accomplir une révolution. Il faut avant tout qu'elle suscite l'enthousiasme et la participation des masses. Si cet élément primordial manquait au départ, en 1945, les dirigeants de la démocratie populaire polonaise faisaient tout pour le provoquer artificiellement. Leur souplesse, leur absence de dogmatisme étaient, selon moi, un gage de succès.

Le resserrement des liens avec la Russie, d'autant plus justifié qu'elle était la seule grande puissance reconnaissant les frontières occidentales de la Pologne, n'avait apparemment pas ouvert la porte à des interventions dans les affaires intérieures du pays. On avait fini par admettre que Staline faisait confiance à chaque démocratie populaire de suivre son propre chemin, pourvu qu'elle reste amie avec l'U.R.S.S.

Au cours de l'été 1948, la rupture soudaine avec la Yougoslavie et l'alignement brutal de toutes les démocraties populaires nous prouvèrent qu'il n'en était rien. L'adoption de la nouvelle politique qui affirmait que, l'U.R.S.S. étant le seul pays socialiste, tous ceux qui suivaient cette voie devaient l'imiter aveuglément, constitua pour moi une surprise aussi totale que douloureuse.

Aucune action préparatoire ne fut menée pour amortir le choc. En dehors d'une poignée de dirigeants, parmi les plus hauts placés, personne ne s'attendait à un revirement et n'était au courant des débats de coulisses qui l'avaient précédé. Rien dans la situation intérieure du pays ne justifiait l'abandon d'une politique qui commençait, précisément, à porter ses fruits. De plus, la révision doctrinale était d'une telle ampleur qu'elle affectait toutes les positions et toutes les habitudes de la veille. Même les militants les plus chevronnés avaient du mal à s'y reconnaître.

Mon scepticisme sur la perfection de la société soviétique m'empêchait d'accepter la nouvelle ligne. Aucun argument convaincant n'était donné pour expliquer l'hérésie yougoslave et la nécessité d'une soviétisation rapide du bloc oriental. Les appels à la « discipline prolétarienne » et à la fidélité à Staline éveillaient en moi le souvenir de certains slogans trop souvent entendus en Russie.

Pendant l'été 1948, j'avais eu de longues discussions avec des amis qui occupaient des fonctions importantes et avec certains intellectuels communistes. Quelques semaines auparavant, ils étaient encore unanimes à affirmer que la société soviétique devait être considérée comme le produit complexe d'un développement révolutionnaire en un lieu précis et dans une période déterminée. Ils expliquaient qu'il serait absurde, pour construire le socialisme en Pologne, de vouloir copier tout ce que les Russes avaient fait chez eux. Au lendemain du revirement, quelques-uns continuaient à me dire, en privé, qu'ils avaient adopté la nouvelle ligne la mort dans l'âme, en déplorant une fois de plus le peu de poids qu'avait le parti communiste polonais auprès des maîtres de Moscou. D'autres se contentaient de justifier les nouvelles mesures par la nécessité de la cohésion du bloc soviétique au moment de la recrudescence de la guerre froide. Mais certains, surtout parmi les intellectuels, tombaient déjà dans une sorte d'exaltation que leur procurait la joie d'adhérer à une doctrine capable d'apporter une réponse infaillible à toutes les questions.

LES ADIEUX AU NOUVEAU RÉGIME.

Pendant un an encore, je continuai à collaborer aux journaux polonais et aux services consulaires de ce pays en France¹. Ce n'est qu'après un voyage de presque trois mois en Hongrie, en Tchécoslovaquie et en Pologne, au cours de l'été et de l'automne 1949, que je pris la décision de renoncer à ma citoyenneté polonaise et de rompre toute attache avec le régime instauré dans mon pays.

1. J'y suis venu d'abord en 1948 en tant qu'étudiant à Grenoble, puis j'y suis retourné en tant que correspondant de journaux polonais du Nord.

Ce voyage avait confirmé pleinement toutes mes appréhensions. Le climat politique dans l'Europe de l'Est avait changé à un tel point que mes relations étaient devenues pénibles, et les discussions sans issue, même avec des gens qui avaient partagé mes vues pendant très longtemps. Les uns n'avaient plus envie de parler, les autres s'étaient transformés en machine à obéir, et avaient abdiqué toute prétention à l'esprit critique et aux opinions personnelles.

Mon dernier départ de Pologne est resté gravé dans ma mémoire. Dans les innombrables wagons de l'Orient-Baltique-Express, nous étions à peine cinq ou six voyageurs. Le rideau de fer avait déjà sérieusement isolé la Pologne. Encore, chacun de ces rares privilégiés qui se rendaient en Occident cherchait-il à se tenir à l'écart des autres. Nous connaissions tous par ouï-dire le cas de gens qui, munis de passeports et de visas en bonne et due forme, étaient au dernier moment refoulés on ne sait pourquoi et parfois même envoyés directement dans des prisons ou des camps de travail. Dans ces conditions, parler avec un suspect en puissance, ou même partager son compartiment, augmentait les risques. Chacun préférait la solitude, s'interrogeant dans son for intérieur : « Est-ce qu'on me laissera partir quand même ? »

Le train s'arrêta pendant plus d'une heure à la station déserte qui sépare la Pologne de la Tchécoslovaquie. C'était plus de temps qu'il n'en fallait, même pour le contrôle douanier le plus strict. Mais ce n'était pas la douane qui nous inquiétait. Un officier de la police politique, taciturne et grave, prit mon passeport sans échanger la moindre politesse d'usage, et disparut pour un long moment. Il revint une demi-heure plus tard pour me poser brutalement quelques questions indiscretes mais sans importance. Puis il disparut de nouveau. Dix

minutes avant le départ du train, il revint et approcha son visage si près du mien qu'il me frôla. C'était pour vérifier que la particularité signalée dans mon passeport — prothèse de l'œil droit — correspondait bien à la réalité. Après quoi, il redisparut une fois de plus. Il ne me rapporta mon passeport qu'au dernier moment, et me le tendit d'un air menaçant qui voulait dire sans doute : « Vas-y cette fois encore, on se retrouvera au prochain départ. » Mais je n'avais de toute façon aucune envie de recommencer, et ma décision était prise bien avant cet adieu symbolique avec le régime de contrainte qui s'installait en Pologne.

ISOLEMENT.

« La patrie, c'est comme la santé. On ne peut les apprécier à leur juste valeur qu'après les avoir perdues », disait jadis Adam Mickiewicz, poète national polonais qui passa la majeure partie de sa vie en exil, notamment en France. Le jour de la fin de 1949, où je remis mon passeport polonais pour me déclarer réfugié politique, je ne pouvais m'empêcher de penser aux paroles de Mickiewicz.

Ma rupture avec la Pologne semblait être aussi complète que définitive. Même pendant les longues années passées en U.R.S.S. mes « perspectives polonaises » étaient plus claires. Bien que la Russie soit immense et que je fusse la plupart du temps soit dans l'Armée Rouge, soit dans des régions pratiquement inaccessibles aux non-Soviétiques (Rostov-sur-Don, Caucase, Transcaucasie), des Polonais surgissaient sans cesse sur mon chemin, on ne sait par quel miracle. Nous nous reconnaissons d'un clin d'œil au milieu des foules, nous nous faisons un devoir de nous entraider, bref, nous nous sentions des

frères en détresse dans un pays étranger. Ainsi, tout au long de mes sept années soviétiques, j'avais eu des contacts — parfois prolongés, parfois éphémères — avec des hommes qui parlaient ma langue maternelle, gardaient des souvenirs semblables aux miens, et avec lesquels nous faisons des projets de retour prochain dans notre pays.

Ce fut tout le contraire après mon départ de la République Populaire en 1949. Le son de la langue polonaise entendu sur les boulevards, dans un restaurant ou dans un musée parisien, n'éveillait mon attention que pour éviter un contact éventuel. A quoi bon parler avec ces compatriotes, en effet ? S'ils étaient des « Polonais du pays » — comme on appelait les citoyens fidèles au nouveau régime — une conversation même anodine avec moi les exposait à de graves dangers après leur retour chez eux. Le régime stalinien — je le savais par mon expérience soviétique — considère les hommes qui entretiennent des relations avec quelqu'un à l'étranger (et surtout avec des « traîtres ») comme ses plus funestes ennemis.

LE RÊVE D'ULTIMATUM.

Si mes Polonais de rencontre étaient, par contre, des émigrés de vieille date, notre discussion ne pouvait, là non plus, aboutir à rien. Mes compatriotes de droite n'ont jamais, selon moi, péché par excès de réalisme, mais les passions politiques nouvelles les avaient aveuglés à tel point qu'ils me paraissaient descendre directement d'une autre planète. Selon eux, la Pologne était victime d'une simple occupation russe. Si, pendant les trois premières années, le régime de démocratie populaire avait pratiqué une politique libérale et, apparemment, « polonaise »,

c'était uniquement pour endormir la vigilance des citoyens crédules et pour mieux les attirer dans les filets soviétiques. Si l'on avait réalisé des réformes sociales en Pologne, c'était simplement pour faciliter l'exploitation économique de ce pays par la Russie...

La solution préconisée dans ces conditions par les émigrés polonais — déchirés entre eux par des rivalités farouches et byzantines à propos de règlements de comptes qui dataient d'avant 1939 — était aussi simple que leur analyse : il fallait chasser l'occupant russe *manu militari*. En 1949, les légions éventuelles du général Anders ne pouvaient suffire pour une telle entreprise; tous les regards étaient donc tournés vers l'Amérique; chère, démocratique et puissante Amérique, voilà celle qui punirait, tôt ou tard, le méchant et inculte ours russe ! Un ultimatum suffirait : « Retire-toi dans tes frontières d'avant 1939, ou nous te détruirons avec nos bombes atomiques. » Qui sait ? Cette politique d'ultimatum pourrait chasser l'ours jusqu'à l'Oural dans un repaire bien approprié à ses mœurs asiatiques.

Je ne veux pas accabler ces hommes qui, après avoir combattu aux côtés des alliés sur tous les fronts de la Deuxième Guerre mondiale, ont été réduits à un exil pénible et prolongé. Humainement, leurs rêveries étaient excusables. N'oublions pas que c'était l'époque où les experts calculaient les « risques » d'une guerre préventive et où de grands journaux américains consacraient leurs reportages à une Russie occupée.

LES RAISONS D'ESPÉRER.

Un réfugié politique, qu'il le voulût ou non, avait fait une option, ne fût-ce que négative, en quittant le bloc auquel appartenait son pays. Tout le poussait à

faire son choix jusqu'au bout : ses associés d'hier le calomniaient; ceux qui lui accordaient l'hospitalité le pressaient de défendre leur cause. La déception, l'exaspération, devaient logiquement le contraindre à accéder à ces demandes.

Rien d'étonnant à ce que tant d'anciens communistes et socialistes de gauche, après leur rupture avec l'univers stalinien, soient devenus les plus acharnés des anti-communistes. D'autres encore, comme certains de mes amis, espéraient trouver la paix dans des pays si lointains que nul ne pourrait plus les y retrouver. Mais il y avait aussi une minorité, dont je faisais partie, qui persistait à refuser tout choix. Ce qui déterminait cette attitude était à la fois l'hésitation à s'associer de trop près aux ennemis d'hier qui n'avaient pas des intentions très pures et désintéressées, et surtout la conviction qu'à l'intérieur des blocs la situation n'était pas stabilisée une fois pour toutes. Ils pouvaient et ils devaient évoluer sous la pression des contradictions internes.

Au cours de mon séjour en U.R.S.S., j'avais pu constater que ce pays étouffait dans le corset doctrinaire que Staline lui avait imposé. J'avais même été témoin d'un certain relâchement provoqué par les nécessités de la guerre. Le retour au dogmatisme en 1948 avait précisément pour but de stopper cette évolution, mais ce ne pouvait être, à mon avis, qu'un temps d'arrêt.

Ma croyance dans l'évolution du bloc soviétique, et par conséquent de la Pologne, avait toutefois deux inconvénients considérables : je ne pouvais pas prévoir le moment où elle s'accomplirait et il m'était difficile de trouver les moyens de participer à ce processus. Autrement dit, depuis 1949, mes espoirs de renouer avec la Pologne reposaient sur l'existence de forces sociales à l'intérieur

K. S. Karol

VISA POUR LA POLOGNE



Il y a exactement deux ans, l'Europe de l'Est fut secouée par une grande révolte contre le régime stalinien. Après des journées tragiques, la Pologne arracha à l'URSS le droit de choisir sa propre voie vers l'avenir. Ce fut le "printemps polonais d'Octobre", qui restera une date cruciale dans l'histoire de l'Europe. Refusant la fidélité inconditionnelle à Moscou, empêchée géographiquement et répugnant à choisir la sédition yougoslave, la Pologne a su éviter le sort tragique de la Hongrie.

Comment cela fut-il possible ? K. S. Karol, journaliste de renommée internationale, collaborateur de l'Express de Paris et correspondant en France du New Statesman de Londres, nous l'explique ici. Il connaît la Pologne non seulement pour y avoir vécu toute son enfance et son adolescence mais aussi pour avoir été après la guerre le témoin des grands événements qui ont marqué l'évolution de la Pologne communiste. Il nous raconte l'histoire de cette nation, constamment divisée et occupée par ses voisins, qu'on a pu appeler "la plus malheureuse des nations d'Europe".

Il dévoile pour la première fois le sort exceptionnel du P. C. polonais, héritier de Rosa Luxembourg, clandestin sous le "régime des colonels", décapité par Staline en 1938 et qui dirige le pays depuis quatorze ans. C'est entre les mains de son leader, Wladislaw Gomulka - seul dirigeant des démocraties populaires qui, limogé et emprisonné par les staliniens, n'ait pas été liquidé et ait pu reprendre le pouvoir - que repose maintenant le destin de la Pologne. La personnalité mal connue de cet homme nous est enfin révélée.

K. S. Karol nous promène ensuite à travers la Pologne nouvelle, nous montre tous les problèmes posés par une industrialisation précipitée, une collectivisation ratée, l'existence d'une jeunesse qui hésite entre l'anarchie et la discipline communiste, et surtout par la présence toute proche de l'URSS.

La Pologne est l'alliée traditionnelle de la France. Mais les événements des dernières décennies l'ont profondément transformée. L'influence et le prestige de la France y restent très puissants, mais ce n'est plus le même pays. C'est cette Pologne nouvelle que K. S. Karol nous fait comprendre et découvrir.

ETB. BNUÏÈGE IMP. BAGNEUX (SEINE)

Fr 11.00
+ T.L.

T.L.